



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNIKALO (exBB FABRICATION)

18 AV du Meilleur Ouvrier de France
33700 Mérignac

Références : 26-0221
Code AIOT : 0005200691

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement UNIKALO (exBB FABRICATION) implanté Route de Saucats 33610 Cestas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une opération ponctuelle portant sur la gestion des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIKALO (exBB FABRICATION)
- Route de Saucats 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005200691

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société des Colorants du Sud-Ouest UNIKALO (dénommée SCSO UNIKALO dans la suite du dossier) est implantée à Mérignac (33). La SCSO UNIKALO développe, fabrique et commercialise des peintures pour les professionnels du bâtiment. Elle est spécialisée dans la fabrication de peintures en phase aqueuse et en phase solvant pour le bâtiment, principalement destinées au marché français (3% du chiffre d'affaire est hors de France). Le site de Cestas comporte un atelier de production, des bâtiments de stockages de matières premières, emballages et produits finis, une zone de stockage de déchets, une unité de traitement physico-chimique des eaux industrielles, des bureaux et locaux administratifs.

L'exploitation du site de Cestas est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juillet 2012 modifié par les arrêtés complémentaires du 13 avril 2017, du 9 août 2022, du 22 novembre 2023. Par ailleurs, l'arrêté d'autorisation environnementale du 22 juillet 2024 autorise la poursuite de l'exploitation, l'augmentation de capacité de production et l'extension d'un bâtiment de stockage. Les activités de l'établissement sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2640 (fabrication de colorants et pigments organiques et naturels), et à enregistrement pour les 1510 (entrepôts de stockage de matières combustibles) et 4331 (stockage de liquides inflammables).

La SCSO UNIKALO emploie actuellement plus de 200 personnes sur son site de Cestas. La production fonctionne en 2x8 de 6h00 à 20h00.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécurité (FDS)		
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection inopinée a permis de constater la bonne tenue à jour des FDS par l'exploitant, ainsi que la mise en application des dispositions concernant les moyens de lutte incendie et les mesures de rétention.

Des écarts ont toutefois été constatés concernant les dispositions relatives au stockage de certains produits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : En séance, l'exploitant édite les Fiches de Données Sécurité (FDS) de 3 produits stockés sur site et choisis par sondage par l'inspection, à partir de l'état des stocks (cf. PC n°5) : - la FDS du Temacolor Yellow datée du 08/07/2025 - la FDS du MERGAL 712 datée du 24/06/2025 - la FDS du White Spirit D40 datée du 05/08/2025 L'exploitant indique que l'ensemble des managers du site a accès au logiciel de gestion des FDS. Dans le cas où un travailleur souhaiterait consulter une FDS, il peut demander l'édition à son manager.

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Le Temacolor Yellow et le White spirit D40 sont identifiés comme produits inflammables. Sur le terrain, l'inspection constate que ces produits sont identifiés et leurs emballages comportent les pictogrammes de dangers tels que dans la FDS.

Ils doivent être stockés dans une des deux cellules des produits inflammables du site. Ces cellules sont équipées de Postes Incendie Armés (PIA) qui permettent l'application de mousse à haut foisonnement en cas d'évènement accidentel.

Par ailleurs, les cellules de produits inflammables sont équipées de 'kits d'urgence' avec absorbants (boudins et plaques absorbants, EPI pour la mise en place) et des bacs de sable permettant la récupération du produit en cas d'épandage accidentel.

L'exploitant indique que les déversements de produits sont traités directement sur le sol des cellules. En cas de déversement volumineux, les liquides sont récupérés par le bassin de confinement étanche des eaux pluviales de voiries de 1 432 m³ (dans ce cas le relevage du bassin vers la zone d'infiltration est mis à l'arrêt).

Ces dispositions répondent aux mesures de lutte contre l'incendie, de stockage et de gestion des déversements indiquées dans les FDS des produits concernés.

Lors de la visite terrain, l'inspection constate qu'il existe des 'jours' (espaces de dilatation) entre les dalles au sol des cellules de produits inflammables. L'exploitant n'a pu confirmer que ces jours menaient au bassin de confinement.

Le MERGAL 712 est identifié comme produit basique. Sur le terrain, l'inspection constate que ce produit est identifié et le GRV comporte les pictogrammes de dangers tels que dans la FDS.

Il est stocké dans la zone 'bases' du site. Cette zone est équipée de RIA et d'extincteurs à poudre. Des 'kits d'urgence' avec absorbants (boudins et plaques absorbants, EPI pour la mise en place) et des bacs de sable sont également positionnés dans la zone, permettant la récupération du produit en cas d'épandage accidentel.

Les 4 GRV de MERGAL 712 sont stockés en rack sur rétention, et de la même manière que pour les cellules produits inflammables, l'exploitant indique qu'en cas de déversement volumineux, les liquides sont récupérés par le bassin de rétention confinement des eaux pluviales de voiries de 1 432 m³.

<p>Ces dispositions répondent aux mesures de lutte contre l'incendie, de stockage et de gestion des déversements indiquées dans la FDS du produit concerné.</p> <p>L'inspection constate la présence de plusieurs GRV ou palettes dans les allées de stockage, ou sur le passage des transpalettes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai d'1 mois, l'exploitant justifie de la bonne récupération de liquides qui pourraient s'infiltrer dans les 'jours' entre dalles. Dans le cas contraire, l'exploitant met en œuvre des dispositions permettant de récupérer ces effluents.</p> <p>Dans les meilleurs délais, l'exploitant s'assure du bon dégagement des espaces de stockage et de circulation, et ce afin de s'assurer de la possibilité d'intervention des secours en cas d'évènement accidentel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de 2 GRV de MERGAL 712 dans la zone des 'bases' du site, stockés en rack sur rétention. Le volume des rétentions correspond à 100% du volume du GRV pour celui stocké seul, et 50% du volume de 3 GRV pour celui stockés sur un emplacement de 3 unités.</p> <p>L'exploitant indique que les différentes cellules du site permettent de recueillir les premiers volumes de déversement, et sont munies de regards permettant de diriger le surplus des</p>

<p>déversements liquides et eaux d'extinction vers le bassin de confinement des eaux pluviales de voiries d'une capacité de 1432 m3.</p> <p>En plus des rétentions unitaires, ce volume additionné aux volumes de rétention des cellules, permet d'assurer 50% du volume des produits liquides stockés dans les différentes cellules. Ce point sera approfondi à l'occasion de la visite d'inspection prévue pour le récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le rangement des produits par cellule se fait automatiquement à partir des caractéristiques des produits (notamment les phrases de risque) analysées par le laboratoire, et indiquées via le code-barre lors de la mise en stockage.</p> <p>L'exploitant indique également considérer que tous les produits présents dans les cellules de produits inflammables sont de la même 'famille' et compatibles entre eux. Les acides et les bases font l'objet d'un traitement spécifique et sont stockés dans des cellules dédiées, sur rétentions individuelles.</p> <p>En cas d'évènement accidentel, les produits seront d'abord retenus dans leur rétention individuelle, puis dans leur zone de stockage, et enfin dans le bassin de confinement des eaux déporté du site.</p> <p>Le White spirit D40 et le Temacolor Yellow sont identifiés comme inflammables et censément stockés dans les cellules produits inflammables du site.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate la présence d'un GRV de White Spirit D40 stocké sur rack dans la cellule des produits inflammables. Elle constate également que les pots de Temacolor Yellow, dont les emballages présentent le pictogramme inflammable, sont stockés dans la cellule des produits combustibles. L'exploitant indique que c'est par erreur et lié à la mise à la teinte en cours, qui a lieu à proximité de la cellule combustible.</p> <p>L'inspection constate également la présence d'une caisse de briquet, identifiée comme inflammable, dans la zone des produits combustibles.</p> <p>L'inspection constate enfin la présence de 2 GRV de MERGAL 712 dans la zone des 'bases' du site, stockés en rack sur rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans les plus brefs délais, l'exploitant déplace les produits inflammables vers les cellules dédiées.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant utilise son application 'Tableau de bord temps réel' pour éditer un état des stock des différents sites de production UNIKALO (Mérignac, Canéjan, Cestas).</p> <p>Cet état des stocks est accessible par le responsable site, les chefs d'équipe et les responsables au service SSE, et sa mise à jour est quotidienne.</p> <p>L'état des stocks détaille pour chaque produit la quantité stockée, en tonnes, selon chaque rubrique icpe (1436/4511/4510/4331). Il existe une alerte couleur lorsque la quantité totale s'approche du seuil de la rubrique icpe concernée : lors de la séance, le site de Mérignac est indiqué en orange, proche du seuil de 149 t de produit pour la rubrique 1436.</p> <p>L'état des stocks indique la présence de 6t de MERGAL 712 sur le site de Cestas (2 GRV, soit environ 2t, on été vus sur le terrain), et de 1,5 t de White Spirit D40 (1 GRV vu en stockage et 1 GRV moitié plein vu en production).</p>
Type de suites proposées : Sans suite